



LE GALERIEIEN

janvier 2013

« Mensuel à périodicité variable de la section Solidaires Finances Publiques des Pyrénées Atlantiques »

Le Comité Technique Local « emplois » du 15 janvier 2013

Après les 16 suppressions d'emplois de 2012, les 23 de 2011, et celles et années précédentes, ce sont encore 10 suppressions d'emplois qui sont prévues sur notre département en 2013.

Le projet de notre direction locale « d'affectation » de ces 10 suppressions d'emplois figure ci-dessous:

Filière Fiscale		Filière Gestion Publique	
Direction	- 1 C	Direction	- 3 C
PTGC Bayonne	- 1 C	Direction	- 1 B
SIE Pau Nord	- 1 A	Hendaye	- 1 B
SIP Biarritz	- 2 B	St Jean de Luz	+ 1 B
SIE-SIP Oloron	- 1 B	Nay	+ 1 B
SIE-SIP Orthez	- 1 C		
Solde:	- 7	Solde:	- 3

L'ensemble des Organisations Syndicales ont boycotté la 1ère convocation du CTL, le 11 janvier, chargé d'examiner ce projet. Lors de la 2ème convocation de ce CTL, le 15 janvier, les représentants des personnels étaient accompagnés d'une soixantaine d'agents, pour exprimer avec force leur colère et leur désarroi face à cette nouvelle vague de suppressions d'emploi. Au-delà des services encore touchés par ces 10 nouvelles suppressions d'emplois, c'est sur tous les sites que les agents ne peuvent plus remplir leurs missions fiscales, foncières et de comptabilité publique, assurer la réception du public, en constante progression, assurer l'égalité de tous devant l'impôt. C'est sur tous les sites qu'ils voient également leurs conditions de vie au travail continuer à se dégrader.

Ils ont lu au Directeur la motion intersyndicale figurant au verso, avant de quitter la salle.



Exemple d'un service en souffrance: la trésorerie d'Hendaye...

Parmi ces services qui se trouvent dans une situation alarmante, la trésorerie d'Hendaye, qui va perdre, en 2013, 1 emploi sur les 6 qu'elle comporte actuellement, alors que la situation y est particulièrement tendue au regard de la spécificité et des charges de ce poste. Présente le 15 janvier, une collègue d'Hendaye a lu au directeur la lettre que lui ont envoyée tous les agents du poste, après avoir appris la suppression d'un emplois dans leur service:

population qui augmente, en particulier des résidents espagnols, réception du public qui explose (8057 visites entre le 05.09 et le 31.12.2012 !!!!), encaissements très nombreux et très importants (plus de 3 millions d'euros de déagements de caisse en 2012 !!!!), environ 1500 avis encore non exploités à ce jour dans le poste, etc.. comment faire avec 1 agent en moins? Le directeur s'est engagé à venir rencontrer les agents d'Hendaye, ceux-ci attendent une autre réponse que celle entendue le 15 janvier: « le poste est en sur-effectifs.... » !!!!



Pau le 15 janvier 2013

Les élus en CTL ont été convoqués aujourd'hui pour discuter de la mise en œuvre des suppressions d'emplois sur notre département pour 2013.

La DGFIP va afficher une nouvelle fois un niveau record de non remplacement de départs à la retraite, avec 2.062 suppressions d'emplois pour 2013, sans réelle justification autre que la poursuite d'une politique ultra-libérale. Pour notre département, ce sera encore 10 suppressions nettes de trop.

Chaque année, ce sont plus de 2 Directions Départementales comme la nôtre qui sont rayées de la carte.

A l'évidence, le service à l'utilisateur et les conditions de travail des agents n'entrent pas en ligne de compte.

Les services sont asphyxiés, les agents au bord de la rupture et les missions dans bien des cas en déshérence.

Nous sommes bien loin des affichages politiques !

A titre d'exemple, l'utilisateur devait être au centre des préoccupations de l'administration avec la fusion. Mais le constat est que le service rendu se détériore (files d'attente, recours gracieux, hausse des charges de travail, travail dans l'urgence...). La DGFIP n'a plus les moyens de fonctionner correctement et d'assurer un service de qualité.

PVFI et la Charte Marianne peuvent être jetés aux orties tant il est désormais courant d'instaurer, avec l'aval hiérarchique, le principe du combiné téléphonique décroché en guise de réponse à l'augmentation de la charge de travail... sans parler de la généralisation de la réduction des heures d'ouverture au public dans les trésoreries.

Pour l'avenir, les mesures " anti-fraude " qui ont été prises ne seront efficaces que si les effectifs sont suffisants. Cette lutte ne peut s'accomplir qu'avec un renforcement en moyens humains. Il en est de même des mesures liées au crédit " compétitivité entreprise " mises en place sans prévision des moyens de gestion et de contrôle.

Et que dire des restrictions budgétaires qui ont fait craindre la cessation de paiement à plusieurs directions en octobre 2012 ?

Qu'en sera-t-il alors dans les années à venir des remboursements de frais, des formations, des moyens de fonctionnement, de l'action sociale... ?

Sur le plan humain, la réalité est là, chaque jour plus criante : DES AGENTS DE TOUS GRADES SONT EN SOUFFRANCE PSYCHOLOGIQUE.

Il est hors de question pour nous d'entériner la destruction inexorable de notre service public. C'est pourquoi nous avons unanimement boycotté le CTL en 1ère convocation et que nous ne siégerons pas non plus ce jour.